

**FONDS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA
CONSOLIDATION DE LA PAIX
MODELE DE DOCUMENT DE PROJET**



DOCUMENT DE PROJET DU PBF

Pays : République centrafricaine (RCA)	
TITRE DU PROJET : Projet Secrétariat : Appui à la Coordination et au Suivi des Projets du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) en République centrafricaine (RCA).	
NUMERO de Projet / portail Gateway du MPTF-O (pour les projets en cours) : 00119500	
Modalité de financement du PBF: <input type="checkbox"/> IRF <input checked="" type="checkbox"/> PRF	Indiquer si les fonds doivent être déboursés dans un fonds d'affectation spéciale ("Trust fund"): <input type="checkbox"/> Fonds d'affectation spéciale national <input type="checkbox"/> Fonds d'affectation spéciale régional Nom du fonds d'affectation spéciale :
Liste de l'ensemble des agences bénéficiaires des fonds du PBF (en commençant par l'agence chef de file), type d'organisation (ONU, ONG etc.) : - Programme des Nations-Unies pour le Développement (ONU) Autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux) : - Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale	
Date approximative de démarrage du projet¹ : 3 janvier 2020 Durée du projet en mois :² 24 mois (1 ^{er} janvier 2020 – 31 décembre 2021) + 6 mois (2 Juillet 2022) + 24 mois (1 ^{er} Juillet 2024) + 12 mois (1 ^{er} Juillet 2025) Zones géographiques de mise en œuvre du projet : République centrafricaine (RCA)	
Le projet relève-t-il d'une des fenêtres de priorité spécifiques du PBF : <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de l'égalité des sexes <input type="checkbox"/> Initiative de promotion des jeunes <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. désengagement d'une mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional	
Budget total du projet PBF* (par agence bénéficiaire) : PNUD: \$ 1,250,532.54 + \$ 1,888,952 Total PBF : \$ 3,139,484 <i>*Le budget total approuvé et le versement de la deuxième tranche, ou toute tranche supplémentaire, sont soumis à la condition d'être approuvés par PBSO, et à la disponibilité des fonds sur le compte du PBF. L'agence coordinatrice doit démontrer la dépense/engagement d'au moins de 75% de la tranche précédente et la soumission de tous les rapports PBF dus dans la période écoulée.</i>	
Toute autre source de financement destinée au projet (montant et source) : N/A Budget total du projet : \$ 3,139,484	

¹ Note: la date de démarrage du projet sera celle du premier versement.

² La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et PRF de 36 mois.

Budget total du projet : \$ 3,139,484			
PBF 1^{ère} tranche (28%): PNUD: \$ 875,373 TOTAL: \$ 875,373	PBF 2^{ème} tranche* (12%): PNUD: \$ 375,160 TOTAL: \$ 375,160	3^e tranche (30%) PNUD: \$ 944,476 TOTAL: \$ 944,476	4^e tranche (30%) PNUD: \$ 944,476 TOTAL: \$ 944,476
Décrire brièvement en deux ou trois phrases le projet en expliquant succinctement son aspect urgent, son rôle catalyseur, sa tolérance au risque et son caractère innovant : Le projet vise à maintenir le fonctionnement du Secrétariat PBF en RCA afin d'assurer la coordination, le suivi et l'évaluation des projets en Centrafrique et renforcer le cadre de coordination stratégique du portefeuille PBF. L'unité a été mise en place pour assurer la complémentarité des interventions financées par le PBF et fournir un appui technique aux entités récipiendaires afin de maximiser l'impact du Fonds sur la consolidation de la paix en RCA.			
Résumer le mécanisme de consultation dans le pays et le processus pour entériner le projet préalablement à la soumission à PBSO, y compris via examen / consultation du Comité de pilotage du PBF, le cas échéant. Le projet résulte des consultations menées avec les différents acteurs, y compris le Bureau du Coordonnateur Résident (RCO) et le Système des Nations Unies (Agences, Minusca), le gouvernement (notamment le Ministère du Plan), et le PBSO.			
Degré de contribution à la promotion de l'égalité des sexes³ : 2 Spécifiez le pourcentage et le montant du budget total du projet alloués aux activités directement liées à l'égalité entre les sexes / le renforcement des capacités des femmes : 33.70% soit \$421,402.81 Degré de risque du projet⁴ : 0			
Sélectionner le domaine de priorité de l'intervention (« focus area ») du PBF résumant au mieux l'objet du projet (choisir un domaine seulement⁵) : (4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix et Secrétariat PBF Le cas échéant, le résultat du SDCF auquel le projet contribue : N/A			

³ **Score 3** pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif principal (minimum 80% du budget total est alloué à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 2 pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif significatif (minimum 30% du budget qui va à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 1 pour les projets qui contribuent d'une certaine manière à l'égalité entre les sexes, mais pas de manière significative (moins de 15% du budget total).

⁴ 0 = risque faible pour la réalisation des résultats

1 = risque moyen pour la réalisation des résultats

2 = risque élevé pour la réalisation des résultats

⁵ (1.1) Réforme du Secteur de la Sécurité, (1.2) État de droit, (1.3) DDR, (1.4) Dialogue politique

(2.1) Réconciliation nationale ; (2.2) Gouvernance démocratique ; (2.3) Prévention/gestion des conflits

(3.1) Création d'emplois ; (3.2) Accès équitable aux services sociaux

(4.1) Renforcement des capacités nationales de l'État ; (4.2) Prolongement de l'autorité de l'État/de l'administration locale ;

(4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix et Secrétariat PBF

<p>Type de demande :</p> <p>Nouveau projet <input type="checkbox"/></p> <p>Révision de projet <input checked="" type="checkbox"/></p>	<p>Pour les révisions de projet, sélectionnez tous les changements pertinents et fournir une brève justification à la fin du document :</p> <p>Extension de la durée : <input checked="" type="checkbox"/> Durée additionnelle du projet en mois : 12 mois</p> <p>Changement de résultat / sujet : <input type="checkbox"/></p> <p>Changement de l'allocation budgétaire entre résultats ou augmentation de plus de 15% par catégorie de budget : <input type="checkbox"/></p> <p>Budget PBF supplémentaire : <input type="checkbox"/> Budget supplémentaire par agence bénéficiaire :</p> <p>Brève justification de la révision :</p> <p>Le Fonds de Consolidation pour la Paix (PBF) demeure un partenaire important de la République centrafricaine, en raison de ses interventions ciblées et portant sur des domaines critiques au processus de paix. Le Secrétariat PBF constitue un instrument important pour appuyer et organiser des consultations stratégiques et techniques; coordonner et donner des orientations techniques aux récipiendaires de financements, et d'assurer de manière efficace le suivi et l'évaluation de ses investissements.</p> <p>En effet, la demande d'extension sans cout additionnel du projet pour une période de 12 mois, vise à prolonger la durée du projet du Secrétariat PBF qui s'est terminé le 1^{er} juillet 2024. Cette demande d'extension sans cout additionnel permettra au Secrétariat de poursuivre sa mission d'appui à la prise de décision du Coordonnateur Résident au processus de consolidation de la paix et d'assurer son fonctionnement dans son rôle de coordination, de suivi/évaluation du portefeuille en appuyant le développement de nouveaux projets (allocation 2024 et contributions obligatoires des donateurs pour 2025) et en veillant à la cohérence du portefeuille vis-à-vis des objectifs stratégiques nationaux et internationaux tels que UNSDCF (2023-2027), le Plan National de Développement (2024-2028), l'agenda 2030 et l'agenda 2063 de l'Union africaine.</p> <p>Eu égard aux ressources disponibles, la demande d'extension est sans coûts additionnel, car le secrétariat dispose de \$1,160,832.68 au 30 juin 2024 pouvant assurer son fonctionnement durant cette période d'extension.</p> <p><i>NB : s'il s'agit d'une révision, indiquer chaque changement du document de projet en rouge ou en MODE RÉVISION. Inclure également un nouveau cadre de résultats et un budget en indiquant clairement les changements apportés. Les parties sans modifications restent les mêmes. De nouvelles signatures seront requises.</i></p>
---	---

<p>AGENCE RECIPIENDAIRE⁶</p> <p>Nom du représentant Laurent RUDASINGWA Chef de bureau PNUD</p> <p>[Redacted Signature]</p> <p>Programme des Nations-Unies pour le développement</p> <p>Date et visa :</p>	<p>Représentant du gouvernement national</p> <p>Nom : Dr Richard FILAKOTA Ministre</p> <p>[Redacted Signature]</p> <p>Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération internationale</p> <p>Date et visa : 15/7/2024</p>
<p>Coordonnateur résident ai des Nations-Unies en RCA</p> <p>Dr Mohamed AG AYOYA</p> <p>[Redacted Signature]</p> <p>Date & visa : 16/7/24</p>	<p>Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)</p> <p>for Elizabeth SPEHAR Sous-Secrétaire général pour l'appui à la consolidation de la paix</p> <p>[Redacted Signature]</p> <p>16 July 2024</p> <p>Date & visa :</p>

⁶ Veuillez inclure un bloc de signature dans le tableau pour chaque agence bénéficiaire du projet.

I. Contexte de consolidation de la paix et justification de l'appui de PBF

a) Contexte relatif à la consolidation de la paix.

Située au cœur du continent africain, la République centrafricaine (RCA) est l'un des Etats les plus fragiles du monde. Classé 188^{ème} sur 189 dans l'Indice de Développement Humain (IDH) du PNUD, la RCA a une incidence de pauvreté de 72,50%⁷ avec plus de la moitié de la population (3,1 millions) qui a besoin d'une assistance humanitaire⁸.

Il faut dire que depuis trois décennies, le pays traverse des crises cycliques qui ont considérablement contrarié sa trajectoire de développement. La crise politique et sécuritaire la plus récente a débuté en 2012, avec le renversement du pouvoir de François Bozizé par une coalition de groupes armés dénommée la Seleka (« alliance » en sango, la langue nationale) composée de combattants à majorité musulmane. La riposte organisée par des milices d'auto-défense chrétiennes et animistes, les anti-Balaka, ont abouti à des violences de masse⁹ et des déplacements massifs de population : à ce jour, un Centrafricain sur deux est déplacé ou réfugié, l'un des taux de déplacements les plus importants au monde¹⁰.

En dépit des défis qui subsistent, le pays a franchi d'importantes étapes vers la paix et la stabilisation, la dernière étant la signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) par le gouvernement et 14 groupes armés en février 2019. Malgré les violations répétées de cet accord, la communauté internationale, et les Nations Unies en particulier, lui ont maintenu leur soutien et continuent de le considérer comme le seul cadre d'intervention pour soutenir le processus de paix. Ainsi, l'éruption de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) formée en décembre 2020 dans l'intention d'interrompre le processus électoral n'a pas suffi à freiner cet effort commun. Les élections (présidentielle et législatives) de 2020-2021 se sont déroulées permettant de maintenir l'ordre constitutionnel et la légitimité des institutions.

Cependant, le faible niveau de participation aux votes (35% pour la présidentielle) et les contestations des résultats par les partis d'opposition ont conduit le président Faustin Archange Touadéra, réélu pour un second mandat, à annoncer la tenue d'un dialogue national pour redynamiser l'accord de paix. Ce forum dénommé Dialogue républicain, s'est tenu en mars 2022. Il s'est conclu par l'adoption d'une série de mesures censées rétablir la confiance entre toutes les parties prenantes du conflit et engager tous les acteurs dans le processus de paix, avec de grosses limites cependant : les groupes armés, principale sources d'insécurité, n'ont pas été conviés aux discussions et l'opposition démocratique n'y a pas participé, rejetant ses modalités d'organisation ainsi que les sujets discutés.

Le Fonds de consolidation de la paix intervient en République Centrafricaine depuis 2008. A ce jour, plus de 120 Millions de dollars ont été investis dans les domaines critiques pour la stabilité du pays, en particulier le dialogue politique, la sécurité et l'extension de l'autorité de l'Etat, en lien avec les priorités déterminées de concert avec les autorités nationales et les partenaires techniques et financiers. Ainsi, en 2016, suite à l'élaboration du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA 2017-2021)¹¹, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) a rendu possible un appui financier de \$15 millions du PBF pour soutenir – entre autres – les domaines cruciaux de la médiation et du dialogue politique,

⁷ Impact socio-économique de la Covid-19, Rapport National, 2020 ;

⁸ Rapport de situation, OCHA, Jan 2022 ;

⁹ Les Nations-Unies estiment à plus de 3000 le nombre de victimes des affrontements entre mars 2013 et décembre 2014)

¹⁰ Au 30 Juin 2022, l'on pouvait décompter 610 265 déplacés internes et 734923 réfugiés dans les pays limitrophes (Commission des mouvements de populations)

¹¹ Le RCPCA a été élaboré par le gouvernement, avec le soutien de la Banque mondiale, de l'Union européenne et des Nations-Unies

de la restauration de l'autorité de l'État, la réduction des violences communautaires et la réforme du secteur de la sécurité. En 2019, dès la signature de l'APPR, le PBF fut le premier répondant pour soutenir la mise en œuvre de l'accord. Deux visites de haut niveau ont été organisées par la Commission de consolidation de la paix puis le leadership de PBSO pour marquer l'engagement, au plus haut niveau, pour soutenir la RCA et ses populations. Un important exercice de priorisation impliquant le gouvernement, la société civile (y compris les représentants des femmes, des jeunes, des leaders communautaires et des leaders religieux) et l'ensemble du système des Nations-Unies a permis d'élaborer un nouveau portefeuille aligné sur les priorités de l'accord de paix, pour une enveloppe de \$ 18 874 434. Aussi, le portefeuille 2019-2021 a inclus des projets appuyant l'opérationnalisation des Unités Spéciales Mixtes de Sécurité (USMS), une disposition clé de l'APPR pour ramener des éléments des groupes armés dans la légalité; la justice transitionnelle, en particulier la Commission Vérité, Justice, Réconciliation et Réparation; la communication sur l'APPR et la gouvernance locale. De plus, le PBF a investi des fonds supplémentaires pour appuyer les structures de coordination de l'APPR, accélérer le redéploiement des Forces de sécurité Intérieure (FSI), et réduire les violences communautaires.

Réinstallé en 2016 (après une interruption de 3 ans), le Secrétariat PBF en RCA a pour mission de faire le lien entre le PBSO, le (la) Coordonnateur (trice) Résident (e) et les entités des Nations-Unies opérant sur le terrain centrafricain. Situé au sein du Bureau du (de la) Coordonnateur (trice) Résident (e) des Nations-Unies, le Secrétariat a apporté un appui à l'identification d'opportunités programmatiques pour le PBF, le développement de nouveaux projets et veillé à la cohérence du portefeuille vis-à-vis des objectifs stratégiques nationaux et internationaux. Aussi, en tant que mécanisme de gouvernance du PBF dans le pays, le Secrétariat PBF est en charge de 3 fonctions générales : 1) appuyer et organiser des consultations stratégiques et techniques ; 2) coordonner et donner des orientations techniques aux bénéficiaires de financements, qu'il s'agisse d'entités onusiennes (RUNOs) ou d'organisations de la société civile (NUNOs); 3) assurer le suivi et l'évaluation de ces interventions pour s'assurer de leur qualité et tirer les leçons apprises pour guider les futurs investissements dans le pays. Le Secrétariat joue donc un rôle stratégique au sein du SNU, vu qu'il donne l'impulsion à des discussions inclusives autour de la prévention des conflits et consolidation de la paix dans le pays.

Jusqu'à présent, le secrétariat a évolué dans un cadre de concertation flexible, avec des consultations de haut niveau (UNCT, Gouvernement, UA, CEEAC, EU, BAD, BM) mais aussi au niveau technique avec les ministères de tutelles et les organisations de la société civile – qu'elles soient bénéficiaires ou non de financement du Fonds. Tout en restant flexible et adaptatif, ce cadre a permis de garder le financement pertinent, aligné sur les priorités nationales et complémentaires des interventions des partenaires techniques et financiers.

Le présent projet visera donc à maintenir le fonctionnement du Secrétariat du PBF en RCA, contribuant pas là-même au renforcement l'appui des Nations-Unies à la RCA en matière de planification stratégique et de mobilisation de ressources dans les domaines de la consolidation de la paix.

II. Contenu du projet, justification stratégique, et stratégie de mise en œuvre (4 pages max plus annexe du cadre des résultats)

a) Contenu du projet

Sur la période de ce projet, le PBF finance actuellement 13 projets en RCA pour un montant total de \$36,774,135. Voir la liste des projets PBF en Annexe D.

Afin de superviser et coordonner la mise en œuvre de ces projets, un cadre de consultation stratégique et technique a été mis en place. Le projet « secrétariat PBF » a donc comme but d'appuyer ces consultations dans son rôle d'orientation stratégique dans l'atteinte des résultats des projets. Le Secrétariat veillera, en particulier, à la synergie des interventions sur le terrain et contribuera à la mobilisation de ressources additionnelles auprès des donateurs potentiels afin d'accélérer le processus de consolidation de la paix.

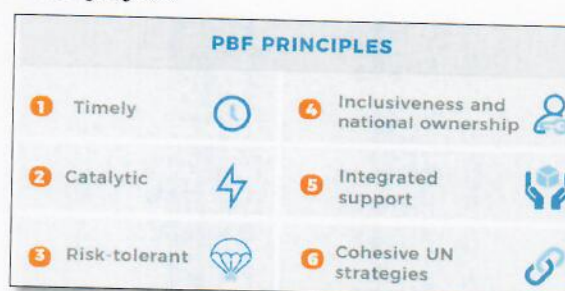
Le Secrétariat PBF est établi afin de soutenir ce cadre consultatif, notamment en (i) appuyant un système d'alerte précoce sur tout type de problème ; (ii) servant d'interface entre les entités de prise de décision (Bureau pour la Consolidation de la Paix à NY - PBSO) et les agences récipiendaires; (iii) fournissant une assurance-qualité du soutien du PBF ; (iv) assurant que les questions du genre soient intégrées de manière transversale (au moins) dans les interventions du PBF ; et (v) entreprenant et facilitant la coordination et le suivi-évaluation du portefeuille des projets PBF.

Dans cette perspective, le Secrétariat va également assurer la liaison avec des institutions clés/plateformes principales de dialogue pour la réussite des résultats stratégiques de l'engagement du PBF dans le pays : les groupes de coordination du SNU, à travers le suivi de l'UNDAF+ (UNCT, HCT, PMT, Groupe Suivi et Evaluation, Groupe Genre), les cadres de coordination du RCPCA et de l'APPR; et toute autre entité travaillant sur les sujets pertinents pour le PBF.

NCE 2022

Le Secrétariat PBF a pour mission principale de soutenir le (la) Coordonnateur (trice) Résident (e) dans la prise de décisions, en menant à bien des consultations continues avec le gouvernement, la société civile, les communautés, les partenaires techniques et financiers et le système des Nations-Unies. Ces consultations, formelles et informelles, doivent permettre d'identifier les opportunités politiques et stratégiques, les gaps de financement et proposer des interventions pertinentes pour favoriser la consolidation de la paix dans le pays. Une attention particulière sera apportée à la promotion de l'égalité des sexes et au renforcement socio-économique des femmes et des jeunes, à la fois en termes d'analyse et de prise en compte dans les interventions du portefeuille, et ce dans l'objectif de promouvoir l'inclusivité et d'utiliser leur force de changement dans la mise en œuvre des projets.

Conformément aux principes directeurs du Fonds de consolidation de la paix, en particulier son caractère catalytique, le Secrétariat contribuera également à la mobilisation de ressources additionnelles auprès des donateurs potentiels et veillera à la synergie des interventions sur le terrain pour accélérer l'atteinte des objectifs fixés par la RCA.



La mise en œuvre du projet sera assurée par l'équipe du Secrétariat, qui appuiera les agences récipiendaires dans l'exécution, le suivi/évaluation, la communication et rapportage des projets, y compris leur évaluation finale. Il s'assurera que la dimension genre soient prise dument en compte tout au long du cycle de formulation, de mise en œuvre et d'évaluation des projets. En outre, le Secrétariat s'assurera de documenter et collecter les leçons et enseignement qui guideront la prise de décision du (de la) Coordonnateur (trice) Résident (e)

et du PBSO, mais serviront aussi à guider les investissements futurs en calibrant au mieux les interventions prévues. A cet effet, et à titre pilote, le Secrétariat du PBF en RCA mettra en œuvre dans son portfolio 2022 une approche de suivi et évaluation communautaire (CBM&E) aussi pour 1) démontrer de la valeur ajoutée d'une approche du bas vers le haut dans la prise de décision, et 2) favoriser l'appropriation des investissements au plus bas niveau, l'implication de primo-bénéficiaires demeurant un défi dans la mise en œuvre des projets et programmes.

Le projet bénéficiera également de l'appui technique du PBSO en matière d'appui conseil, de mise en relation avec d'autres partenaires. Le Secrétariat assurera une communication étroite avec le PBSO à New York et assumera le rôle de Point Focal pour PBSO (y compris pour la Commission de la Consolidation pour la Paix – PBC), en étroite collaboration avec la MINUSCA.

Au-delà des activités régulières de suivi, une évaluation globale du portefeuille du PBF en RCA pourra être conduite, afin d'en mesurer l'impact sur les bénéficiaires et l'évolution des perceptions et mentalités au sujet de la consolidation de la paix, de la cohésion sociale et de la coexistence pacifique dans les zones d'intervention.

Le Secrétariat veillera également à assurer la liaison avec les institutions, forums et plateformes principales de dialogue pour la réussite des résultats stratégiques de l'engagement du PBF dans le pays. Il s'agit entre autres des groupes de consultations/coordination du SNU et de l'UNSDCF (UNCT, HCT, PMT, Groupe de Travail pour le Suivi et Evaluation, Groupe de travail Genre), les cadres de coordination du RCPCA et de l'APPR ; et toute autre entité travaillant sur les sujets pertinents pour le PBF.

L'évaluation indépendante du portefeuille PBF 2017 – 2019, a noté quelques points forts de l'intervention du Fonds, notamment sa pertinence et son alignement vis-à-vis des priorités du pays et des Nations-Unies, sa rapidité dans les prises de décisions ainsi que l'efficacité de ses effets catalytiques, des points forts sur lesquels le présent projet doit capitaliser et renforcer. Des points à améliorer ont toutefois été notés et qui méritent d'être adressées pour renforcer la pertinence et l'efficacité du Secrétariat. Il s'agit entre autres de :

- L'éclatement du portefeuille entre plusieurs partenaires d'exécution (RUNOs, NUNOs partenaires nationaux et PTF), qui nécessite une coordination plus étroite afin d'assurer la synergie entre les projets ;
- Favoriser l'appropriation nationale des projets et l'engagement continue des partenaires techniques et financiers.
- La mobilisation de fonds importants du PBF, dont l'exécution requiert du personnel dédié ;
- Le besoin de renforcement des capacités des partenaires nationaux de mise en œuvre ;
- La complexité des projets de consolidation de la paix qui demande des capacités supplémentaires pour en assurer une cohérence d'ensemble au niveau stratégique et une mise en œuvre de qualité ;
- Le besoin de renforcer le suivi & évaluation des activités sur le terrain par projet et de façon intégrée entre les différents projets ;
- La nécessité de renforcer la communication autour des projets et leur visibilité ;

Aussi, dans le souci de renforcer la pertinence du PBF en RCA, **la théorie de changement** qui guide le rationnel du projet est la suivante :

- **SI** les défis et opportunités politiques en matière de consolidation de la paix sont bien identifiés en commun par le gouvernement, les entités des Nations Unies, la société civile et les communautés, et **SI** le (la) Coordonnateur (trice) Résident (e) dispose d'informations adéquates pour engager le Fonds sur des investissements stratégiques ;
- **SI** les entités bénéficiaires du PBF sont soutenues pour concevoir et mettre en œuvre des projets de qualité, répondant aux défis et besoins identifiés dans une approche cohérente et coordonnée ;
- Et **SI** la communication autour de ces interventions est suffisamment efficace pour mettre en relief la contribution du Fonds ;
- **ALORS** le portefeuille du PBF aura un impact plus important sur la stabilisation du pays et des effets catalytiques avérés pour les populations, pour la mobilisation de ressources additionnelles du gouvernement et de la société civile en matière de consolidation de la paix.
- **CAR** les bénéfices des interventions du PBF pour l'ensemble de la population seront plus visibles et la contribution du Fonds au retour de la paix plus évidente.

b) Cadre des résultats du projet

L'objectif général du projet est d'appuyer le Bureau du Coordonnateur Résident dans l'orientation stratégique et le suivi et évaluation du PBF ainsi que les agences dans la coordination de la mise en œuvre des projets et de la compréhension des enjeux de la consolidation de la paix du portefeuille PBF. Il se propose de :

- renforcer les capacités de l'Equipe pays pour la mise en œuvre et le suivi optimal des projets de consolidation de la paix en RCA, ainsi que pour la documentation et la capitalisation des leçons apprises.
- faciliter l'analyse et la réflexion commune des entités des Nations Unies, du Gouvernement, des autorités et de la société civile sur les thématiques liées à la consolidation de la paix en République centrafricaine;
- renforcer les capacités de l'Equipe-pays pour la conception, le développement, la mise en œuvre et le suivi optimal de projets de consolidation de la paix ;
- renforcer les synergies avec les autres partenaires stratégiques engagées dans la consolidation de la paix ;

Le Secrétariat est aussi en charge des relations avec les PTF afin d'établir les synergies entre les projets et d'assurer la cohérence des programmes de consolidation de la paix ainsi que d'appuyer la mobilisation de fonds additionnels pour les projets de consolidation de la paix (effets catalytiques du PBF).

Par ailleurs, le Secrétariat sera aussi en charge d'assurer la visibilité des projets du PBF, à travers l'élaboration de produits de communication stratégique de manière continue (faire le lien avec les points focaux des RUNOs, faire le relais avec les experts en communication du Bureau de la Coordination, utiliser les réseaux sociaux et produits de communication comme le Newsletter, 2-pagers, etc..).

Résultat 1 : La coordination, le suivi et évaluation, le rapportage et la communication des résultats du portefeuille du PBF sont assurés par le Secrétariat PBF et permettent une meilleure reddition des comptes et connaissance des interventions

Le Secrétariat PBF, qui est placé au sein du Bureau du Coordonnateur Résident du SNU, continuera à appuyer les RUNOs et NUNOs à travers 4 tâches spécifiques : (i) élaborer et mettre en œuvre des projets conjoints; (ii) renforcer l'architecture de coordination et de

consultation technique et stratégique du portefeuille, (iii) renforcer le cadre de suivi et évaluation du portefeuille; (iv) renforcer la visibilité du PBF en RCA et à travers le monde (y compris la communication autour des progrès et résultats, la visibilité sur médias sociaux).

Produit 1.1 : Le Secrétariat PBF est opérationnel.

Activité :

- Assurer le maintien et la fonctionnalité de l'Unité de Coordination PBF incluant le personnel, le bureau et les équipements :
 - Prise en charge des salaires et indemnités ;
 - Recrutement et déploiement d'un Communication & Reporting analyst (I-UNV);
 - Prise en charge des frais de fonctionnement de l'unité
 - Acquisition et entretien des équipements, outils et matériel nécessaires au fonctionnement du Secrétariat
 - Formation et renforcement des connaissances du personnel (formations)

Produit 1.2 : Des mécanismes de coordination entre les projets et les partenaires clés sont mis en place pour assurer la réalisation des résultats stratégiques du portefeuille PBF

Activités :

- Appuyer le rôle de coordination du RC dans le cadre de la programmation stratégique en consolidation de la paix, en étroite collaboration avec les Agences, la Minusca, le Gouvernement et les CSOs :
 - Élaborer et mettre à jour régulièrement la cartographie des acteurs (UN, Gouvernement, CSOs, PTF) dans le domaine de la consolidation de la paix et identifier des gaps et points d'entrées programmatiques pour les projets du PBF;
 - Faciliter l'élaboration et la mise à jour périodique de l'analyse de conflits en étroite coordination avec le Coordonnateur Résident et en collaboration entre le SNU, la Minusca, le Gouvernement, la Société Civile et les PTF;
 - Sur la base de l'analyse de conflit et de la cartographie, assurer la facilitation de la coordination et l'appui stratégique conséquent pour le développement de projets de qualité en matière de consolidation de la paix en étroite collaboration entre le SNU, la Minusca, le Gouvernement, la Société Civile et les PTF, pour soumission au PBF;
 - Facilitation de la coordination et l'appui stratégique pour le développement de projets de qualité en matière de consolidation de la paix en étroite collaboration entre le SNU, la MINUSCA, le Gouvernement, la Société Civile et les PTF, pour soumission au PBF;
 - Élaborer les documents périodiques et ad'hoc du/de la CR sur l'évolution du portefeuille;
 - Contribuer à l'élaboration des documents et rapports stratégiques et programmatiques (CCA, UNSDCF, CPD) en articulant l'appui à la consolidation de la paix ;
 - Soutenir l'allocation systématique d'au moins 30% du budget total du PBF aux questions de genre et/ou un soutien pour l'autonomisation des femmes dans tout le processus des projets;

- Réunions techniques de coordination du portefeuille:
 - Apporter un appui au ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération en vue de renforcer la coordination technique auprès des sectoriels impliqués dans la mise en œuvre du portefeuille;
 - Renforcer le mécanisme de coordination régulière entre les agences onusiennes de mise en œuvre des projets PBF (réunions mensuelles et plus souvent au besoin);
 - Mettre en place un mécanisme de coordination régulière au niveau technique (Comités Techniques) entre les agences onusiennes de mise en œuvre, le Gouvernement, la Société Civile et des projets PBF (réunions trimestrielles). Le Secrétariat participera aux réunions techniques de chaque projet qui doivent réunir agences, Gouvernement et partenaires de mise en œuvre;
 - Assurer la documentation, l'analyse et la dissémination des leçons apprises dans le cadre de la mise en œuvre des projets PBF (par le biais d'ateliers sur la mise en œuvre);
 - Renforcer la synergie entre les projets financés par le PBF et d'autres PTF;
 - Assurer la coordination des projets transfrontaliers, avec les autres pays impliqués;
 - Renforcer les capacités des agences récipiendaires et des partenaires en matière d'approches sensibles aux conflits, consolidation de la paix, suivi/évaluation en matière de consolidation de la paix et programmation sensible au genre et aux Droits de l'Homme;
- Réunions techniques Genre et jeunesse:
 - Développer un mécanisme de contrôle et de suivi pour l'allocation systématique d'au moins 15% du budget total du PBF aux questions de genre et/ou un soutien pour l'autonomisation des femmes dans tout le processus des projets;
 - Renforcer l'analyse sensible au genre et appuyer le développement des projets;
- Réunions techniques jeunesse :
 - Renforcer les capacités des RUNOs et NUNOs dans l'analyse et le développement de projets visant la participation des jeunes dans la consolidation de la paix.

Produit 1.3: Le suivi et évaluation du portefeuille du PBF est assuré.

Activités :

- Développer un cadre de résultat stratégique pour le portefeuille du PBF en RCA, de manière à pouvoir suivre et évaluer sa pertinence au regard des défis et priorités nationales;
- Organiser des missions de supervision inter-agences élargies au siège et appuyer les missions de suivi du PBSO;
- Mettre à jour le manuel/système de suivi/évaluation axé sur les résultats incluant les outils et mécanismes nécessaires pour la collecte des données, le reportage et la communication sur les résultats du portefeuille PBF;
- Appuyer le développement et à la mise en œuvre d'un plan de suivi/évaluation de qualité par projet ainsi que le développement et la mise en œuvre d'un plan de suivi/évaluation conjoint entre les projets afin d'accroître les synergies et éviter les duplications entre les projets PBF, et entre les Projets PBF et les autres projets de consolidation de la paix dans le pays;
- Assurer une liaison régulière avec PBSO par rapports à la mise en œuvre des projets PBF, l'évolution du contexte politique et les processus de planification au sein du SNU et du Gouvernement en lien avec les activités du PBF;
- Fournir un appui technique aux agences récipiendaires pour l'assurance qualité des rapports semestriels, annuels et de clôture des projets (narratifs et financiers), en lien avec

les indicateurs établis dans les documents de projet et les données recueillies pendant les visites de terrain;

- Assurer une liaison permanente avec le Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération, ainsi que le Secrétariat permanent du RCPCA pour renforcer l'appropriation et le suivi des interventions et les synergies dans le cadre du Comité Directeur Conjoint (CDC);
- Assurer le suivi des clôtures de projets, en particulier l'organisation des évaluations finales et audits de projets ;
- Assurer la documentation, l'analyse et la dissémination des leçons apprises dans le cadre de la mise en œuvre des projets PBF (par le biais d'ateliers sur la mise en œuvre ou de réunion d'échanges avec les PTF et le Gouvernement);
- Appuyer la conduite d'études d'évaluation indépendantes des projets PBF (en tant que membre du groupe de référence de l'évaluation), ainsi que l'étude « d'évaluabilité », la revue à mi-parcours et l'évaluation finale. A noter que l'étude d'évaluabilité, et l'évaluation finale seront gérées et contractées à partir du Siège de PBSO, mais soutenues au niveau du pays à travers le recrutement d'un consultant local ou international et soutenu par le Secrétariat PBF; la revue à mi-parcours sera directement soutenue par le Secrétariat du PBF.
- Effectuer des missions régulières sur le terrain pour le suivi des projets PBF et produire des rapports de mission à partager avec le RCO et PBSO;
- Établir un échange entre les communautés bénéficiaires et les partenaires à travers les mécanismes de suivi communautaire, et garantir que les voix des bénéficiaires sont utilisées de manière stratégique pour promouvoir les responsabilités communes (évaluation au niveau communautaire);
- Organiser une rencontre semestrielle du PBF avec les partenaires de mise en œuvre et autres bailleurs clés afin d'échanger sur les avancées et les défis en matière de consolidation de la paix dans le pays;
- Appuyer l'élaboration et la dissémination d'un rapport de capitalisation de bonnes pratiques sur la consolidation de la paix à la fin du cycle du portefeuille;
- Produire le rapport annuel stratégique du PBF en RCA, à travers un processus consultatif, et le soumettre au Bureau du Coordonnateur Résident et, subséquemment au Bureau pour la Consolidation de la Paix à New York, pour le 31 décembre de chaque année au plus tard.

Produit 1.3: la phase pilote du suivi et évaluation à base communautaire (CBM&E) est lancée

- Concevoir et mettre en œuvre la méthodologie du CBM&E dans les projets développés;
- Établir le cadre d'échange avec les communautés bénéficiaires et les partenaires à travers les mécanismes de suivi communautaire, et garantir que les voix des bénéficiaires sont utilisées de manière stratégique pour promouvoir les responsabilités communes (évaluation au niveau communautaire);
- Renforcer les capacités des groupes communautaires et assurer leur encadrement pour un suivi communautaire efficace
- Réaliser des enquêtes de perception pour évaluer la pertinence et l'appropriation des interventions;

Produit 1.5: Le plaidoyer, la communication et le partenariat/création de réseaux sont assurés pour promouvoir une meilleure compréhension et connaissance du portefeuille PBF et de ses résultats au sein des autorités nationales, de la société civile, des bailleurs de fonds et du grand public.

Activités :

- Éditer et diffuser périodiquement les bulletins d'informations sur les interventions phares du PBF en RCA afin de s'assurer que les partenaires de mise en œuvre du portefeuille du PBF et les autres partenaires clés comprennent et s'approprient les orientations et contributions du PBF, y compris les questions de genre et les demandes et matière de rapportage;
- Renforcer le plan de communication à travers les campagnes réseaux sociaux et de sensibilisation du public, la réalisation des films documentaires, et la production des supports de communication afin de promouvoir la visibilité des activités du PBF dans le pays et parmi les parties intéressées;
- Appuyer les efforts de mobilisation de ressources pour la pérennisation des programmes du PBF (Assurer la visibilité des effets catalytiques des projets PBF);
- Appuyer le Système des Nations Unies et autres partenaires à améliorer la visibilité des activités du PBF dans le pays, notamment avec une vidéo documentaire.
- Mettre à jour de la stratégie de communication du Secrétariat PBF;
- Organisation de rencontres semestrielles avec les partenaires de mise en œuvre et autres bailleurs clés afin d'échanger sur les avancées et les défis en matière de consolidation de la paix dans le pays;
- Fournir une assistance technique aux RUNOs et NUNOs pour communiquer sur leurs interventions et les résultats atteints ;
- Production et diffusion de success stories sur les résultats des investissements ;

Cibles

Les principaux groupes cibles du projet sont les institutions étatiques (Ministères de tutelle et Ministère du Plan), les organisations de la société civile, les agences des Nations Unies et la MINUSCA.

- Les Nations unies dans leur ensemble qui disposent d'un outil de soutien à la prise de décision stratégique en matière de consolidation de la paix. Ainsi, le/la Coordonnateur (trice) Résident (e) bénéficiera d'un appui technique pour la priorisation des interventions et l'élaboration d'interventions intégrées des Nations-Unies.
- Les RUNOs et leurs partenaires d'exécution bénéficieront de ce projet en termes d'amélioration de la coordination et de la communication, ainsi qu'en termes de suivi et d'évaluation des projets. Les RUNOs se concentrent principalement sur la mise en œuvre quotidienne de leurs projets, tandis que le Secrétariat PBF fait le suivi des progrès dans la réalisation des résultats du portefeuille en entier et du suivi et l'assurance qualité des rapports dus. Grace au recrutement d'un VNU International Reporting & Communication analyst, le Secrétariat sera aussi en mesure de soutenir les efforts de communication autour des projets et ce à destination du gouvernement, des partenaires techniques et financiers, de la société civile et des populations.
- Les institutions étatiques (ministères sectoriels, ministères du Plan et de la Coopération, le Secrétariat Permanent du RCPCA) et les organisations de la société civile, qui bénéficieront du travail de coordination, d'élaboration de projets et de suivi/évaluation du Secrétariat;

Les partenaires techniques et financiers qui ne mettent pas en œuvre les projets PBF seront également informés des activités financées par le PBF et bénéficieront ainsi de la fonction de coordination assurée par le projet.

En particulier :

- Le Groupe technique de coordination et consultatif au sein du SNU bénéficieront d'un soutien dans leur rôle de suivi et surveillance du portefeuille;
- Les entités récipiendaires seront techniquement renforcées pour une meilleure exécution des projets;
- La coordination du Système des Nations-Unies, à travers le Secrétariat PBF, sera renforcée en suivi et évaluation;
- Les institutions nationales et les partenaires techniques et financiers auront une meilleure compréhension des interventions financées par le portefeuille PBF.

c) Stratégie de mise en œuvre du projet

La mise en œuvre du projet sera assurée par l'équipe du Secrétariat, qui appuiera les agences récipiendaires dans l'exécution, le suivi/évaluation, la communication et rapportage des projets. Le projet bénéficiera également de l'appui technique du PBSO en matière d'appui conseil, de mise en relation avec d'autres partenaires. Des rapports réguliers seront fournis et présentés au Bureau du Coordonnateur Résident, pour endossement avant de les acheminer au PBSO.

Le Secrétariat assurera une communication étroite avec le PBSO à New York ainsi que le rôle de Point Focal pour PBSO (PBF et la Commission de la Consolidation pour la Paix – PBC) en RCA, en collaboration avec la Minusca.

Le Secrétariat appuiera les agences d'exécution dans la mise en œuvre, la communication/visibilité, le rapportage et le suivi/évaluation, des projets, y compris leur évaluation finale. Il s'assurera que la dimension genre soient prise dument en compte tout au long du cycle de formulation, de mise en œuvre et d'évaluation des projets.

Au-delà des activités régulières de suivi, une évaluation globale du portefeuille du PBF en RCA pourra être conduite, afin d'en mesurer l'impact sur les bénéficiaires et l'évolution des perceptions et mentalités au sujet de la consolidation de la paix, de la cohésion sociale et de la coexistence pacifique dans les zones d'intervention.

Les points focaux des agences et leurs partenaires s'impliqueront dans la mise en œuvre, en participant activement aux différentes activités retenues. Le Secrétariat apportera l'appui technique à la planification de l'évaluation finale des projets. Il définira de concert avec les agences de mise en œuvre la méthodologie et les mécanismes de suivi et coordonnera la collecte, le traitement et l'analyse des informations et des indicateurs des nouveaux projets approuvés. Il appuiera la production et l'assurance qualité des rapports semestriels et annuels des projets en cours d'exécution.

III. Gestion du projet et coordination

a) Organisations bénéficiaires et partenaires de mise en œuvre

Le Secrétariat PBF est basé au sein du Bureau de la Coordination du Système des Nations-Unies (RCO), avec l'appui du PNUD en tant qu'agent administratif qui dispose d'une vaste

expérience dans la gestion, la coordination et le secrétariat des projets conjoints nécessitant une coordination multipartite. Cette expérience comprend également la coordination, la gestion et le soutien au MPTF - RCA. L'expérience du PNUD inclut également l'appui du RCO à la conception, la mise en œuvre et le suivi des projets de consolidation de la paix soutenus par le PBF depuis 2008 par le biais du Mécanisme de Financement des Interventions Rapides ainsi que du Mécanisme de Financement du Relèvement pour la consolidation de la paix. Malgré le processus de de-linking entre le PNUD et le RCO, le PNUD continue de fournir ses services administratifs, logistiques et techniques à la mise en œuvre des activités du RCO et du Secrétariat PBF actuel.

Organisation bénéficiaire	Budget total dans l'année précédente	Sources principales du budget (donateurs etc.)	Emplacement des bureaux dans le pays	Nombre de personnel existant (et combien dans les zones du projet)	Experts techniques existants pertinents au projet
Organisation de convocation : PNUD	76.096.923 \$USD (2021)	UE ; PBF ; USA ; Japon ; Pays-Bas ; GEF ; MINUSCA ; France ; Danemark	Avenue de l'Indépendance, face Ministère des Transports	152 personnels	02
Partenaires d'exécution : NA					

b) Gestion du projet et coordination

En tant que projet administré par le PNUD, le Secrétariat du PBF continue de bénéficier de l'assistance du PNUD en particulier pour la fourniture de services administratifs, financiers et logistiques.

Le personnel du Secrétariat PBF qui constitue aussi l'unité de gestion du projet est composé :

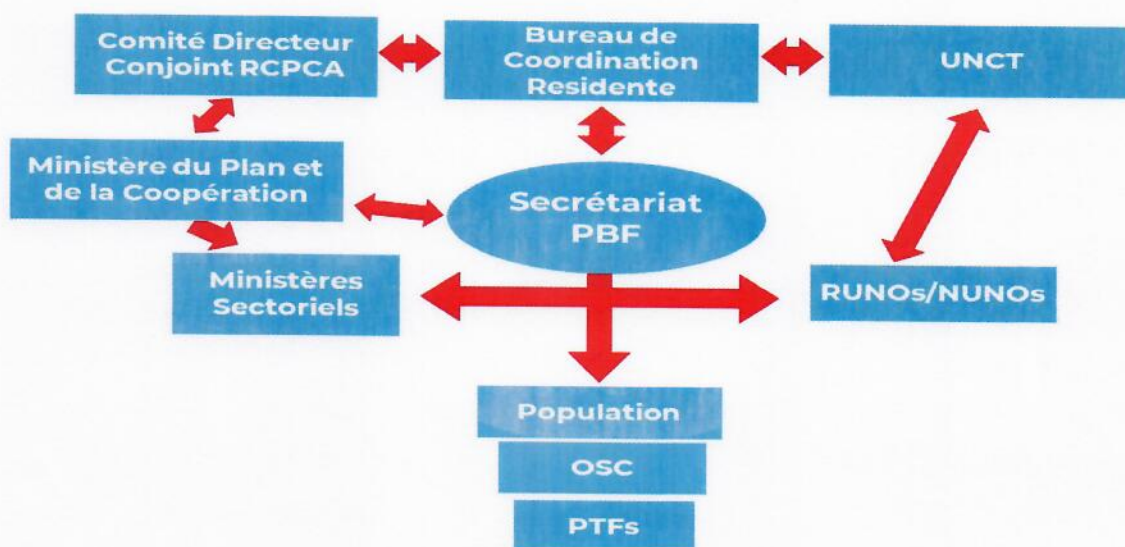
- D'un Programme coordinator de niveau P4
- D'un Monitoring and Evaluation expert de niveau SB5
- D'un chauffeur/logisticien de niveau SB1

Pour renforcer l'équipe et améliorer ses performances, un Communication & Reporting Specialist I-UNV sera recruté. Ses termes de références seront soumis à l'approbation de PBSO et du BCR avant recrutement du spécialiste.

La mise en œuvre du projet sera assurée par l'équipe du Secrétariat, qui appuiera les agences récipiendaires et leurs partenaires d'exécution dans la mise en œuvre, le suivi/évaluation et la communication sur les projets. Le PNUD sera l'agence d'exécution, et assurera, à ce titre, la gestion administrative et contractuelle du personnel du Secrétariat.

La supervision générale du Coordonnateur du Secrétariat est assurée par le Coordonnateur Résident (RC) du Système des Nations Unies (SNU) à qui elle/il rapportera sur toutes les tâches qui relèvent du Secrétariat. Elle/il travaillera en étroite collaboration avec les partenaires techniques et financiers et l'Équipe pays. La qualité du delivery du Secrétariat PBF reste de la responsabilité du RC.

Le/la coordonnateur du Secrétariat PBF aura une ligne de supervision indirecte avec le Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix (PBSO) concernant les questions stratégiques du portefeuille PBF dans le pays et la performance des projets PBF. Le PBSO prendra part aux côtés du BCR et du PNUD au processus d'évaluation de performances du personnel professionnel du Secrétariat.



Organisation du travail du Secrétariat PBF

c) Gestion du risque

Risque spécifique au projet	Niveau de risque (faible, moyen, élevé)	Stratégie d'atténuation (y compris les considérations Ne Pas Nuire)
Déficit d'information sur la mise en œuvre par les agences récipiendaires	Moyen	Le Secrétariat collaborera avec les agences pour un meilleur partage et fluidité de l'information.
Retards dans la soumission des rapports narratifs et financiers	Moyen	Suivi rapproché avec les agences pour un bon rapportage financier et narratif
Faible appropriation des projets par les partenaires nationaux	Moyen	Organisation de réunions d'informations ; renforcement de leur implication dans les mécanismes de suivi du projet (comités techniques, comités de pilotage, réunions ad'hoc)

Difficulté pour les agences à mener une supervision conjointe des projets sur le terrain		Appui à la planification des missions conjointes dans les PTA ; organisation des missions par le Secrétariat PBF
Difficultés à tenir les réunions consultatives selon le calendrier prévu		Multiplication des points focaux suppléants dûment mandaté pour remplacer les membres du cadre consultatif empêché.
Manque de partenaires de mise en œuvre expérimenté dans les zones du portefeuille.		Élaboration et mise en œuvre d'un plan de contingence; suivi rapproché de la mise en œuvre du projet par le secrétariat ; alerte RC et PBSO
Conflits éventuels entre les Agences dans la mise en œuvre des projets		Médiation du Secrétariat entre les agences concernées; Solliciter arbitrage de la RC en cas de besoin.
Dispersion, duplication et faible coordination entre les projets		Réunion trimestrielle de coordination pour développer la synergie entre des projets.
Reprise des violences dans les zones d'intervention du portefeuille		Réadapter le plan de suivi des activités sur le terrain en fonction des indications de UNDSS
Troubles politiques ou sécuritaires liés au contexte national et plus particulièrement aux élections locales		Réadapter le plan de suivi des activités sur le terrain en fonction des indications de UNDSS
Propagation des nouvelles variantes de la Covid-19 ou émergence d'une nouvelle pandémie mondiale		Respecter les mesures de prévention mises en place ; élaboration et mise en place d'un plan de contingence

d) Suivi / évaluation

Le Secrétariat PBF assurera la mise en place d'un système intégré et conjoint de suivi /évaluation pour les projets du PBF (y compris les projets transfrontaliers et les projets de l'initiative pour la promotion du genre et des jeunes), qui permettra la mise en synergie des différents projets, le renforcement mutuel des résultats des projets ; et la formulation de résultats communs et indicateurs au niveau macro sur la base desquels les résultats des projets seront mesurés.

Le Secrétariat sera responsable de l'assurance qualité des rapports annuels et semestriels des agences des Nations Unies récipiendaires des Fonds PBF et prépare un rapport stratégique annuel de consolidation de la paix qui sera soumis à l'endossement du Coordonnateur Résident.

Le Secrétariat travaillera avec les agences pour coordonner leurs approches de suivi des résultats et leur apporter au besoin un appui technique en suivi et évaluation. Sur la base de l'analyse des données du terrain, il informera le Coordonnateur Résident et les agences sur les défis et problèmes qui pourraient compromettre l'atteinte des résultats attendus. De plus, un budget de USD 100,000 est prévu pour l'évaluation finale du projet.

En outre, le Secrétariat expérimentera dans son portefeuille 2020-2024 la mise en œuvre du suivi et évaluation à base communautaire (CBM&E) et le développement d'un cadre de résultats stratégiques.

Le cadre de résultat permettra d'aligner les interventions dans une perspective plus globale d'appui à la consolidation de la paix et de mesurer à terme l'impact des interventions du Fonds sur la stabilisation du pays. Dans le même temps, la mise en place du CBM&E visera à

renforcer l'approche plus classique utilisée jusque-là et de récolter non seulement des renseignements supplémentaires directement auprès des bénéficiaires, mais aussi de leur permettre d'exprimer leurs besoins et priorités ainsi que leur perception sur les initiatives. Ainsi, le cadre stratégique permettra de structurer la vision du PBF en termes de consolidation de la paix en RCA et l'approche CBM&E de renforcer 1) l'adéquation entre les aspirations/besoins des communautés et les interventions financées, 2) les responsabilités mutuelles entre les communautés/les bénéficiaires et les parties prenantes aux projets, et 3) le caractère inclusif des financements du Fonds de consolidation de la paix.

e) Stratégie de fin de projet / durabilité

Le projet veillera à engager le Ministère du Plan et de la Coopération internationale, ainsi que le Secrétariat permanent du RCPCA dans la priorisation, le suivi et l'évaluation des interventions afin d'assurer la continuité des acquis des interventions PBF en RCA et de poursuivre les efforts de coordination et de mobilisation de ressources.

De même, les partenaires seront étroitement associés à la documentation et à l'analyse des leçons apprises. La communication autour des réalisations des projets pourrait, également, aider à la mobilisation de ressources additionnelles pour assurer la continuation des projets auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux.

f) Budget du projet

Totals				
	Recipient Agency 1	Recipient Agency 2	Recipient Agency 3	Totals
	PNUD	\$ -	\$ -	
1. Staff and other personnel	\$ 695,452.00	\$ -	\$ -	\$ 695,452.00
2. Supplies, Commodities, Materials	\$ 30,000.00	\$ -	\$ -	\$ 30,000.00
3. Equipment, Vehicles, and Furniture (including Depreciation)	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
4. Contractual services	\$ 337,270.00	\$ -	\$ -	\$ 337,270.00
5. Travel	\$ 67,400.00	\$ -	\$ -	\$ 67,400.00
6. Transfers and Grants to Counterparts	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
7. General Operating and other Costs	\$ 38,600.00	\$ -	\$ -	\$ 38,600.00
Sub-Total	\$ 1,168,722.00	\$ -	\$ -	\$ 1,168,722.00
7% Indirect Costs	\$ 81,810.54	\$ -	\$ -	\$ 81,810.54
Total	\$ 1,250,532.54	\$ -	\$ -	\$ 1,250,532.54

Performance-Based Tranche Breakdown				
	Recip Agency 1	Recip Agency 2	Recip Agency 3	Tranche %
	PNUD	0	0	
First Tranche:	\$ 875,372.78	\$ -	\$ -	70%
Second Tranche:	\$ 375,159.76	\$ -	\$ -	30%
Third Tranche:	\$ -	\$ -	\$ -	0%

Budget révisé décembre 2021

Totaux				
	Organisation recipiendaire 1	Organisation recipiendaire 2	Organisation recipiendaire 3	Totaux
	PNUD	\$	\$	
1. Personnel et autres employés	\$ 675 452,00	\$ -	\$ -	\$ 675 452,00
2. Fournitures, produits de base, matériels	\$ 50 000,00	\$ -	\$ -	\$ 50 000,00
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
4. Services contractuels	\$ 337 270,00	\$ -	\$ -	\$ 337 270,00
5. Frais de déplacement	\$ 67 400,00	\$ -	\$ -	\$ 67 400,00
6. Transferts et subventions aux homologues	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	\$ 38 600,00	\$ -	\$ -	\$ 38 600,00
Sous-budget total du projet	\$ 1 168 722,00	\$ -	\$ -	\$ 1 168 722,00
Coûts indirects (7%):	\$ 81 810,54	\$ -	\$ -	\$ 81 810,54
TOTAL	\$ 1 250 532,54	\$ -	\$ -	\$ 1 250 532,54

Budget révisé juin 2022

Totaux				
	Organisation recipiendaire 1	Organisation recipiendaire 2	Organisation recipiendaire 3	Totaux
	PNUD	\$	\$	
1. Personnel et autres employés	\$ 1 043 372,00	\$ -	\$ -	\$ 1 043 372,00
2. Fournitures, produits de base, matériels	\$ 74 000,00	\$ -	\$ -	\$ 74 000,00
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	\$ 54 500,00	\$ -	\$ -	\$ 54 500,00
4. Services contractuels	\$ 377 300,00	\$ -	\$ -	\$ 377 300,00
5. Frais de déplacement	\$ 116 700,00	\$ -	\$ -	\$ 116 700,00
6. Transferts et subventions aux homologues	\$ 15 500,00	\$ -	\$ -	\$ 15 500,00
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	\$ 84 004,00	\$ -	\$ -	\$ 84 004,00
Sous-budget total du projet	\$ 1 765 376,00	\$ -	\$ -	\$ 1 765 376,00
Coûts indirects (7%):	\$ 123 576,32	\$ -	\$ -	\$ 123 576,32
TOTAL	\$ 1 888 952,32	\$ -	\$ -	\$ 1 888 952,32

Répartition des tranches basée sur la performance					
	Organisation réciendaire 1	Organisation réciendaire 2	Organisation réciendaire 3	Total	Tranche %
	PNUD				
Première tranche	\$ 875,373			\$ 875,373	28%
Deuxième tranche	\$ 375,160			\$ 375,160	12%
Troisième tranche	\$ 944,47			\$ 944,476	30%
Quatrième tranche	\$ 944,47			\$ 944,476	30%
Total	\$ 3 139 485			3 139 485	100%

Annex A.1: Project Administrative arrangements for UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

The UNDP MPTF Office serves as the Administrative Agent (AA) of the PBF and is responsible for the receipt of donor contributions, the transfer of funds to Recipient UN Organizations, the consolidation of narrative and financial reports and the submission of these to the PBSO and the PBF donors. As the Administrative Agent of the PBF, MPTF Office transfers funds to RUNOS on the basis of the signed Memorandum of Understanding between each RUNO and the MPTF Office.

AA Functions

On behalf of the Recipient Organizations, and in accordance with the UNDG-approved “Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds” (2008), the MPTF Office as the AA of the PBF will:

- Disburse funds to each of the RUNO in accordance with instructions from the PBSO. The AA will normally make each disbursement within three (3) to five (5) business days after having received instructions from the PBSO along with the relevant Submission form and Project document signed by all participants concerned.
- Consolidate the financial statements (Annual and Final), based on submissions provided to the AA by RUNOS and provide the PBF annual consolidated progress reports to the donors and the PBSO.
- Proceed with the operational and financial closure of the project in the MPTF Office system once the completion is completed by the RUNO. A project will be considered as operationally closed upon submission of a joint final narrative report. In order for the MPTF Office to financially closed a project, each RUNO must refund unspent balance of over 250 USD, indirect cost (GMS) should not exceed 7% and submission of a certified final financial statement by the recipient organizations’ headquarters.);
- Disburse funds to any RUNO for any cost’s extension that the PBSO may decide in accordance with the PBF rules & regulations.

Accountability, transparency and reporting of the Recipient United Nations Organizations

Recipient United Nations Organizations will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

Each RUNO shall establish a separate ledger account for the receipt and administration of the funds disbursed to it by the Administrative Agent from the PBF account. This separate ledger account shall be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures, including those relating to interest. The separate ledger account shall be subject exclusively

to the internal and external auditing procedures laid down in the financial regulations, rules, directives and procedures applicable to the RUNO.

Each RUNO will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Semi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reporting and timeline

Timeline	Event
30 April	Annual reporting – Report Q4 expenses (Jan. to Dec. of previous year)
<i>Certified final financial report to be provided by 30 June of the calendar year after project closure</i>	

UNEX also opens for voluntary financial reporting for UN recipient organizations the following dates

31 July	Voluntary Q2 expenses (January to June)
31 October	Voluntary Q3 expenses (January to September)

Unspent Balance exceeding USD 250, at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the MPTF Office, no later than six months (30 June) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Ownership of equipment, supplies and other property financed from the PBF shall vest in the RUNO undertaking the activities. Matters relating to the transfer of ownership by the RUNO shall be determined in accordance with its own applicable policies and procedures.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent's website (<http://mptf.undp.org>).

Annex A.2: Project Administrative arrangements for Non-UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

Accountability, transparency and reporting of the Recipient Non-United Nations Organization:

The Recipient Non-United Nations Organization will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each recipient in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

The Recipient Non-United Nations Organization will have full responsibility for ensuring that the Activity is implemented in accordance with the signed Project Document.

In the event of a financial review, audit or evaluation recommended by PBSO, the cost of such activity should be included in the project budget.

Ensure professional management of the Activity, including performance monitoring and reporting activities in accordance with PBSO guidelines.

Ensure compliance with the Financing Agreement and relevant applicable clauses in the Fund MOU.

Reporting:

Each Receipt will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Bi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reports and timeline

Timeline	Event
28 February	Annual reporting – Report Q4 expenses (Jan. to Dec. of previous year)
30 April	Report Q1 expenses (January to March)
31 July	Report Q2 expenses (January to June)
31 October	Report Q3 expenses (January to September)
<i>Certified final financial report to be provided at the quarter following the project financial closure</i>	

Unspent Balance exceeding USD 250 at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the Administrative Agent, no later than three months (31 March) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Matters relating to the transfer of ownership by the Recipient Non-UN Recipient Organization will be determined in accordance with applicable policies and procedures defined by the PBSO.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent website (<http://www.mptf.undp.org>)

Final Project Audit for non-UN recipient organization projects

An independent project audit will be requested by the end of the project. The audit report needs to be attached to the final narrative project report. The cost of such activity must be included in the project budget.

Special Provisions regarding Financing of Terrorism

Consistent with UN Security Council Resolutions relating to terrorism, including UN Security Council Resolution 1373 (2001) and 1267 (1999) and related resolutions, the Participants are firmly committed to the international fight against terrorism, and in particular, against the financing of terrorism. Similarly, all Recipient Organizations recognize their obligation to comply with any applicable sanctions imposed by the UN Security Council. Each of the Recipient Organizations will use all reasonable efforts to ensure that the funds transferred to it in accordance with this agreement are not used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime. If, during the term of this agreement, a Recipient Organization determines that there are credible allegations that funds transferred to it in accordance with this agreement have been used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime it will as soon as it becomes aware of it inform the head of PBSO, the Administrative Agent and the donor(s) and, in consultation with the donors as appropriate, determine an appropriate response.

Non-UN recipient organization (NUNO) eligibility:

In order to be declared eligible to receive PBF funds directly, NUNOs must be assessed as technically, financially and legally sound by the PBF and its agent, the Multi Partner Trust Fund Office (MPTFO). Prior to submitting a finalized project document, it is the responsibility of each NUNO to liaise with PBSO and MPTFO and provide all the necessary documents (see below) to demonstrate that all the criteria have been fulfilled and to be declared as eligible for direct PBF funds.

The NUNO must provide (in a timely fashion, ensuring PBSO and MPTFO have sufficient time to review the package) the documentation demonstrating that the NUNO:

- Has previously received funding from the UN, the PBF, or any of the contributors to the PBF, in the country of project implementation
- Has a current valid registration as a non-profit, tax exempt organization with a social based mission in both the country where headquarter is located and in country of project implementation for the duration of the proposed grant. (**NOTE:** If registration is done on an annual basis in the country, the organization must have the current registration and obtain renewals for the duration of the project, in order to receive subsequent funding tranches)
- Produces an annual report that includes the proposed country for the grant
- Commissions audited financial statements, available for the last two years, including the auditor opinion letter. The financial statements should include the legal organization that will sign the agreement (and oversee the country of implementation, if applicable) as well as the activities of the country of implementation. (**NOTE:** If these are not available for the country of proposed project implementation, the CSO will also need to provide the latest two audit reports for a program or project-based audit in country.) The letter from the auditor should also state whether the auditor firm is part of the nationally qualified audit firms.
- Demonstrates an annual budget in the country of proposed project implementation for the previous two calendar years, which is at least twice the annualized budget sought from PBF for the project¹²
- Demonstrates at least 3 years of experience in the country where grant is sought
- Provides a clear explanation of the CSO's legal structure, including the specific entity which will enter into the legal agreement with the MPTF-O for the PBF grant.

¹² Annualized PBF project budget is obtained by dividing the PBF project budget by the number of project duration months and multiplying by 12.

Annexe B: Cadre de résultats du projet (doit inclure les données ventilées par sexe et âge)

Résultats	Produits	Indicateurs	Moyens de vérification/ fréquence de collecte	Étapes
Résultat 1: La coordination, le suivi & évaluation, le rapportage et la communication des résultats du portefeuille du PBF sont assurés par le Secrétariat PBF et permettent une meilleure reddition des comptes et connaissance des interventions		Indicateur 1.a : Accroissement du niveau de cohérence du portefeuille PBF Base de données: <i>TBD en % (taux de cohérence à déterminer au 1^{er} trimestre du projet)</i> Cible: accroissement de 60%	Sondage pré et post séances de formation S&E et réunion de coordination technique.	
		Indicateur 1.b : Accroissement du niveau de satisfaction des résultats PBF par les communautés. Base de données : <i>TBD en % (niveau de satisfaction de cohérence à déterminer au 1^{er} trimestre du projet)</i> Cible: Taux de satisfaction accrue de 60%	Rapport de l'évaluation communautaire	
	Produit 1.1 : Le Secrétariat PBF est opérationnel. Liste des activités relevant du produit : ➤ Assurer le maintien et la fonctionnalité de l'Unité de Coordination PBF incluant le personnel, le bureau et les équipements.	Indicateur 1.1.1 : # de rapports mandataires de qualité soumis au PBSO Base de données : <i>0 rapports mandataires</i> Cible : Tous les projets auront soumis 2 rapports mandataires par an.	MPTF Gateway	
	Produit 1.2 : Des mécanismes de coordination entre les projets et les partenaires clés sont mis en place	Indicateur 1.2.1 : Cartographie des acteurs dans le domaine de la consolidation de la paix.	Cartographie des acteurs	

<p>pour assurer la réalisation des résultats stratégiques du portefeuille PBF</p> <p>Liste des activités relevant du produit:</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Appuyer le rôle de coordination du RC dans le cadre de la programmation stratégique en consolidation de la paix, en étroite collaboration avec les Agences, la Minusca, le Gouvernement et les CSOs; ➤ Réunions techniques de coordination du portefeuille; ➤ Réunions techniques Genre et jeunesse; ➤ Réunions techniques jeunesse. 	Base de données: Aucune Cible: 01 cartographie disponible et mise à jour régulièrement		
	Indicateur 1.2.2 : # Notes d'orientation stratégique (Dashboard) Base de données:0 Cible:6 (3 rapports d'orientation par an)	Dashboard et rapports stratégique annuels	
	Indicateur 1.2.3 : Niveau de satisfaction des femmes (impliquées dans les projets PBF) de leur participation à la consolidation de la paix Base de données: TBD (Niveau de satisfaction à déterminer au 1 ^{er} trimestre du projet) Cible: Niveau de satisfaction accrue de 60%	Rapport de l'évaluation communautaire Notes d'orientations (Dashboard)	
	Indicateur 1.2.3 : Niveau de satisfaction des jeunes (impliqués dans les projets PBF) de leur participation à la consolidation de la paix. Base de données: TBD (Niveau de satisfaction à déterminer au 1 ^{er} trimestre du projet) Cible: Niveau de satisfaction accrue de 60%	Rapport de l'évaluation communautaire Notes d'orientations (Dashboard)	

<p>Produit 1.3 : Le suivi et évaluation du portefeuille du PBF est assuré.</p> <p>Liste des activités relevant du produit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Organiser de missions de suivi et appuyer les missions de suivi du PBSO; ➤ Développer un manuel/système de suivi/évaluation axé sur les résultats incluant les outils et mécanismes nécessaires pour la collecte des données, le reportage et la communication sur les résultats du portefeuille PBF; ➤ Appuyer le développement et la mise en œuvre d'un plan de suivi/évaluation de qualité par projet ainsi que le développement et la mise en œuvre d'un plan de suivi/évaluation conjoint entre les projets afin d'accroître les synergies et éviter les duplications entre les projets PBF et entre les Projets PBF et les autres projets de consolidation de la paix dans le pays; ➤ Assurer une liaison régulière avec PBSO par rapports à la mise en œuvre des projets PBF, l'évolution du contexte politique et les processus de planification au sein du SNU et du Gouvernement en lien avec les activités du PBF; ➤ Fournir un appui technique aux agences récipiendaires pour l'assurance qualité des rapports semestriels, annuels et de clôture des projets (narratifs et financiers), en lien avec les indicateurs établis dans les documents de projet et les 	<p>Indicateur 1.3.1 : Existence du Cadre de Résultat global du portefeuille 2019 -2021</p> <p>Base de données: 0</p> <p>Cible: 1 cadre de résultat global du portefeuille PBF 2019 -2021 approuvé</p>	<p>Document du cadre de résultat.</p>	
	<p>Indicateur 1.3.2 : Existence du Plan de suivi et évaluation par projets et du Cadre global de résultat.</p> <p>Base de données: Aucun plan de suivi et évaluation</p> <p>Cible: 1 Plan de suivi/évaluation par projets et 1 plan de suivi du portefeuille (2019-2021)</p>	<p>Documents du Plan de suivi et évaluation des projets et du cadre de résultat global du portefeuille</p>	
	<p>Indicateur 1.3.3 # de missions de suivi sur terrain</p> <p>Base de données: 6 missions 2018 - 2019</p> <p>Cible: 12 missions (6 missions par an)</p>	<p>Rapport de suivi sur terrain</p> <p>Produit de visibilité : de témoignage bénéficiaires.</p>	
	<p>Indicateur 1.3.4 : Existence d'une note technique sur les bonnes pratiques et leçons apprises de la mise en œuvre du portefeuille 2017 -2019</p> <p>Base de données : Aucune note technique</p> <p>Cible : 2 notes technique élaborées (1 fois par an).</p>	<p>Rapport de suivi sur terrain ;</p> <p>Note technique sur les bonnes pratiques et leçons apprises.</p>	

	<p>données recueillies pendant les visites de terrain;</p> <p>➤ Appuyer la conduite d'études d'évaluation indépendantes des projets PBF (en tant que membre du groupe de référence de l'évaluation), ainsi que l'étude « d'évaluabilité », la revue à mi-parcours et l'évaluation finale. A noter que l'étude d'évaluabilité, et l'évaluation finale seront gérées et contractées à partir du Siège de PBSO, mais soutenues au niveau du pays à travers le recrutement d'un consultant local ou international et soutenu par le Secrétariat PBF; la revue à mi-parcours sera directement soutenue par le Secrétariat du PBF.</p> <p>➤ Effectuer des missions régulières sur le terrain pour le suivi des projets PBF et produire des rapports de mission à partager avec le RCO et PBSO;</p> <p>➤ Établir un échange entre les communautés bénéficiaires et les partenaires à travers les mécanismes de suivi communautaire, et garantir que les voix des bénéficiaires sont utilisées de manière stratégique pour promouvoir les responsabilités communes.</p> <p>➤ Établir un mécanisme de communication systématique entre les communautés de bénéficiaires et les partenaires (évaluation au niveau communautaire);</p> <p>➤ Organiser une rencontre annuelle du PBF avec les partenaires de mise en œuvre et autres bailleurs clés afin</p>			
--	--	--	--	--

	<p>d'échanger sur les avancées et les défis en matière de consolidation de la paix dans le pays;</p> <p>➤ Appuyer l'élaboration et la dissémination d'un rapport de capitalisation de bonnes pratiques sur la consolidation de la paix à la fin du cycle du portefeuille;</p> <p>➤ Produire le rapport annuel stratégique du PBF en RCA, à travers un processus consultatif, et le soumettre au Bureau du Coordonnateur Résident et, subséquemment au Bureau pour la Consolidation de la Paix à New York, pour le 31 décembre de chaque année au plus tard.</p>			
	<p>Produit 1.4: Le plaidoyer, la communication et le partenariat/création de réseaux sont assurés pour promouvoir une meilleure compréhension et connaissance du portefeuille PBF et de ses résultats au sein des autorités nationales, de la société civile, des bailleurs de fonds et du grand public.</p> <p>Liste des activités relevant du produit:</p> <p>➤ Éditer et diffuser périodiquement les bulletins d'informations sur les interventions phares du PBF en RCA afin de s'assurer que les partenaires de mise en œuvre du portefeuille du PBF et les autres partenaires clés comprennent et s'approprient les orientations et contributions du PBF,</p>	<p>Indicateur de résultat 1.4.1 : # bulletins d'informations réguliers sont produits à l'intention des partenaires nationaux, des partenaires d'exécution, des agences et programmes des Nations Unies intervenant en RCA.</p> <p>Base de données: 2 par an depuis 2018</p> <p>Cible : 6 bulletins produits et disséminés (3 bulletins par an)</p> <p>Indicateur de résultat 1.4.2 : Existence d'un plan de communication renforcé et opérationnel</p> <p>Niveau de référence : 1 plan de communication portefeuille 2017-2019</p>	<p>Copie des bulletins d'informations publiées</p> <p>Rapports d'activités</p> <p>Plan de communication validé</p> <p>Rapports d'activités</p>	

	<p>y compris les questions de genre et les demandes et matière de rapportage;</p> <p>➤ Renforcer le plan de communication à travers les campagnes réseaux sociaux et de sensibilisation du public, la réalisation des films documentaires, et la production des supports de communication afin de promouvoir la visibilité des activités du PBF dans le pays et parmi les parties intéressées;</p> <p>➤ Appuyer les efforts de mobilisation de ressources pour la pérennisation des programmes du PBF (Assurer les effets catalytiques des projets PBF)</p> <p>➤ Appuyer le Système des Nations Unies et autres partenaires à améliorer la visibilité des activités du PBF dans le pays.</p>	<p>Cible : 1 plan de communication revu intégrant les campagnes réseaux sociaux.</p> <p>Indicateur de résultat 1.4.3 : # un film documentaire sur la réalisation phares du portefeuille réalisé</p> <p>Niveau de référence : 0</p> <p>Cible : Un film documentaire réalisé</p>	<p>L'élément vidéo</p> <p>Rapports d'activités</p>	
--	--	--	--	--

Annex C: Liste de vérification pour le lancement du projet

Question	OUI	NON	Commentaire
1. Les partenaires de mise en œuvre ont-ils tous été identifiés ?	X		
2. Les termes de référence pour le personnel clef sont-ils finalisés et prêts à être lancés ?	X		
3. Les sites d'intervention du projet ont-ils été identifiés ?	X		
4. Les communautés locales et les représentants du gouvernement ont-ils été consultés sur l'existence du projet ?	X		
5. Une analyse préliminaire / identification des leçons apprises / activités existantes a-t-elle été effectuée ?	X		
6. Les critères de détermination des bénéficiaires ont-ils été identifiés ?	X		
7. Des accords ont-ils été mis en place avec la contrepartie nationale pertinente au sujet de la mise en œuvre du projet entre les agences bénéficiaires ?			N/A
8. Des arrangements clairs ont-ils été prévus concernant la stratégie de mise en œuvre entre les différentes agences bénéficiaires ?			N/A
9. Quelles sont les autres activités de préparation devant être entreprises avant que le projet ne démarre et combien de temps sera-t-il nécessaire pour les effectuer ?			N/A

Annex D : Aperçu de l'engagement PBF en cours

Nom et numéro du projet	Montant	Agences	Date de début et de fin	Court résumé du projet
Communication et sensibilisation sur la cohésion sociale (PBF/CAF/H-1)	\$3,557,390	ONU Femmes, UNFPA, Search for Common Ground	Juin 2019 – Juin 2021	Le projet appuie le Gouvernement Centrafricain dans le processus de vulgarisation de l'APPR. Des actions de cohésion sociale et de réconciliation communautaire sont aussi développées afin que les populations perçoivent les dividendes de paix consécutives à la signature de l'APPR.
Appui à la phase de formation des Ex-Combattants incorporés dans les Unités Spéciales Mixtes (USMS) (PBF/CAF/B-5)	\$3,730,499	OIM	Juin 2019 – Juin 2020	Le projet contribue aux efforts de stabilisation et de consolidation de la paix en RCA à travers l'appui à la mise en œuvre de l'APPR et notamment dans la mise en place et le fonctionnement des USMS. Le projet se focalise sur l'appui logistique nécessaire à la création et au fonctionnement des sites de formation des USMS.
Projet d'appui aux victimes et aux populations centrafricaines pour accéder à la justice et à la vérité (PBF/CAF/A-9)	\$4,500,000	PNUD, ONU Femmes	Juillet 2019 -Juin 2021	Le projet lance de facto l'appui programmatique intégral des Nations Unies au processus et à l'architecture de la justice transitionnelle en RCA, en appui à la mise en œuvre de l'APPR et en répondant à la demande de justice et de vérité des victimes.
Appui à la médiation et au dialogue pour une paix durable en RCA (PBF/IRF-187)	\$4,503,996	PNUD, IOM	Septembre 2017 - Juin 2020	Le projet vise à appuyer la mise en œuvre du cadre de coordination de l'Accord de Paix et de Réconciliation en Centrafrique (APPR) signé à Bangui le 06 février 2019. De ce fait, il apporte un appui initial essentiel pour lancer réellement la mise en œuvre de l'Accord. Le projet permettra également de renforcer les capacités des co-garants de l'Accord et ainsi jouer un rôle précieux de suivi efficace des initiatives des parties signataires de l'APPR.
Appui au renouvellement des Forces de Sécurité Intérieure (FSI) (PBF/IRF-186)	\$3,946,931	PNUD	Septembre 2017 -juin 2020	Le projet à appuyer la formation de 500 nouvelles recrues des FSI, la facilitation du départ à la retraite, la communication sur le processus de la réforme du secteur de la sécurité ainsi que le redéploiement des forces de sécurité intérieure. Aussi, en lien avec l'APPR, le projet soutient un redéploiement dont le principal objectif est la restauration de l'autorité de l'Etat dont les zones ciblées par les USMS.
Projet d'appui à la gouvernance locale et à l'accès équitable aux dividendes de la paix dans les préfectures de la Basse-Kotto et du Haut-Mbomou (PBF/CAF/A-10)	\$3,000,000	PNUD, FAO	Octobre 2019 – Août 2021	Le projet vise : (i) le rétablissement du contrat social entre l'Etat et la population, grâce à des structures de l'Etat plus proches et au service des populations, (ii) l'amélioration de la gouvernance locale ainsi qu'une meilleure appropriation par les collectivités à la base de leurs propres préoccupations, y compris la prévention et la gestion des conflits, et (iii) comme dividendes de la paix

Community Violence Reduction in Greater Bambari (PBF/IRF-185)	\$4,000,000		OIM	September 2017 -June 2020	<p>retrouvée, un accès plus large, et équitable aux opportunités économiques et de revenus, notamment pour les jeunes et les femmes.</p> <p>The project aims to improve the security conditions at local level through economic reintegration and social reinsertion of armed groups members who are not eligible for the national Disarmament, Demobilization and Reintegration (DRR) programme and as well as the youth with conflict carrying capacity who are also at risk of engaging in violence.</p>
Projet de restauration de la paix et du dialogue entre les communautés affectées par la transhumance transfrontalière (Tchad/RCA) (PBF/IRF-269)	\$3,000,000		OIM, FAO (Tchad et RCA)	Decembre 2018 – June 2020	<p>Le projet vise à renforcer le dialogue et la paix au niveau communautaire pour la prévention et la gestion des conflits entre communautés agro-pastorales.</p>
Alternatives to Violence: Strengthening Youth-led Peacebuilding in CAR (PBF/IRF-276)	\$1,248,911		War Child	December 2018 – June 2020	<p>The project aims at providing youth with improved prospects and engaged them in the country's peacebuilding initiatives. Market-based economic empowerment interventions and access to improved psychosocial coping skills will enhance social cohesion and opportunities for youth at community level as an alternative to violence, whilst complementary activities on peacebuilding, mediation and youth-led advocacy will ensure the meaningful engagement of youth in local, prefectural and national peacebuilding processes.</p>
Femmes, arbres de paix: Pionnières de la gouvernance locale inclusive en RCA (PBF/IRF-251)	\$1,500,000		ONU Femmes ; PNUD	Novembre 2018 -mai 2020	<p>Le projet vise à : i) Soutenir les avancées genres du projet du code électoral permettant ainsi une amélioration de la participation politique des femmes ; ii) Favoriser l'inscription massive des femmes en âge de voter (18+) sur les listes électorales et une meilleure compréhension des enjeux de la participation politique des femmes dans les sites du projet ;</p> <p>iii) Appuyer le renforcement des capacités et aptitudes des femmes potentielles candidates aux élections législatives et municipales et créer une chaîne de solidarité communautaire autour des candidatures féminines.</p>

Towards Youth Inclusive and Gendered Peace Processes in the CAR (#)	\$801,408	ACCORD	January 2020 – June 2021	The project seeks to work with youth-led organizations in CAR to research and document the lived realities and contributions of young women and men, build their capacities, and create an environment that is conducive to their full participation in the peace efforts.
Plaidoyer des OSC féminines pour la sécurité communautaire et une Stratégie nationale centrafricaine de Réforme du Secteur de la Sécurité sensibles au genre (#)	\$1,485,000	OXFAM	Janvier 2020 – Juin 2021	L'objectif général du projet est de promouvoir la sécurité communautaire avec la participation des femmes et faire du plaidoyer pour que la Réforme du Secteur de la Sécurité de la Centrafrique soit sensible au Genre.
Renforcement du relèvement et de réintégration des femmes et des filles grâce à une agriculture résiliente au changement climatique pour instaurer la paix et la réconciliation en RCA après conflit (#)	\$1,500,000	ONU Femmes	Janvier 2020 – Juin 2021	Le présent projet va répondre au problème urgent de changement climatique qui a longtemps été une cause des conflits en Centrafrique avec des conséquences sur la résilience des femmes et des filles car elles sont pour la plupart des agricultrices à voir leurs champs détruits sans réponse juridique du fait qu'elles n'ont pas le contrôle ni le droit foncier.
Appui aux Solutions Durables pour les personnes déplacées ou retournées et leurs communautés d'accueil ainsi que pour les enfants libérés des groupes armés PBF/CAF/A-12	\$ 3,000,000	PNUD / UNICEF	17 Nov 2020 - 28 Octobre 2022	Le projet vise à : (i) contribuer à la mise en place d'une approche intégrée permettant un retour apaisé des personnes déplacées ou réfugiées au sein des communautés d'accueil, (ii) renforcer les capacités de relèvement et de résilience des communautés locales, y compris les PDI et les personnes retournées, et réduire ainsi leur dépendance de l'aide humanitaire, (iii) soutenir la mise en œuvre de l'Accord politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR) du 6 février 2019, en offrant des perspectives de formation, de protection et de réintégration socio-économique aux jeunes et adolescents associés aux groupes armés, (iv) soutenir l'autonomisation des filles et femmes vulnérables, en particulier celles qui sont victimes des Violences Basées sur le Genre (VBG).
Appui au renforcement des mécanismes de gestion concertée et apaisée de la transhumance pour la restauration du dialogue intercommunautaire et la consolidation de la paix. PBF/CAF/A-13	\$ 3,000,000	FAO / UNFPA	10 Nov 2020 28 Octobre 2022	Le projet vise à contribuer aux efforts de stabilisation en renforçant les institutions nationales et organisation locales en charge de la sécurité, de l'élevage, de l'agriculture et de la protection ; en améliorant la perception positive des groupes marginalisés dans les dynamiques de transhumance, grâce à un dialogue intercommunautaire accru ; et à favoriser l'adoption d'attitudes et des normes socioculturelles respectueuses de l'égalité des sexes et

Lutte contre la traite des personnes et les trafics illicites et la criminalité organisée qui y sont liées entre la RCA et le Cameroun PBF/IRF-375	\$ 3,102,000	ONUUDC / OIM	12 Février 2021 12 Février 2023	<p>de nature à réduire durablement les violences basées sur le genre (VBG)</p> <p>Le projet vise à renforcer les capacités de la RCA et du Cameroun à lutter contre la traite des personnes et les crimes organisés et trafics illicites connexes – dont le trafic d'armes, de drogue et de ressources naturelles, y compris le trafic d'espèces sauvages, de produits forestiers, de diamants, minerais et autres ressources précieuses –, en particulier à leur frontière. Ces infractions alimentent les conflits en RCA et dans la région car ce sont elles qui fournissent des ressources humaines et financières aux groupes armés</p>
Défenseuses des droits humains, actrices de la consolidation de la paix. PBF/IRF-413	\$ 1,500,000	UNDP / Avocat sans frontières	15 Février 2021 12 août 2022	<p>Le projet vise à i) créer un environnement sûr et porteur pour les droits des femmes et des défenseuses des droits humains et ii) faciliter et dynamiser leur rôle dans la promotion et la protection des droits humains en amplifiant leur implication dans les mécanismes de consolidation de la paix.</p>
Appui au dialogue social et communautaire inclusif pour la paix en République Centrafricaine PBF/CAF/A-14	\$ 3 508 593.13	PNUD / ONU Femmes	15 Octobre 2021 15 Octobre 2023	<p>Le présent projet a été initié pour combler le gap structurel du dialogue social et communautaire inclusif qui se traduit par une faible implication des populations à la base dans les processus de négociation et de mise en œuvre des accords de paix en RCA. Il entend saisir l'opportunité de la redynamisation de l'exécution des résolutions de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR) signé le 6 février 2019 entre le gouvernement et les 14 groupes armés incluant entre autres les élections locales apaisées, le dialogue communautaire et la relance des activités économiques.</p>
Appui au processus de guérison des traumas individuels et collectifs des communautés de Bria et Bangassou en vue de la prévention des conflits et des violences PBF/IRF-432	\$1,499,963.45	ONU Femmes / UNFPA	16 Déc 2021 14 Juin 2023	<p>Le Projet intervient sur les déterminants qui affectent la santé mentale à plusieurs niveaux : en contribuant à l'architecture nationale et communautaire de compréhension et prise en charge de la santé mentale, sensibles au conflit et adapté aux réalités locales ; en mobilisant un réseau d'agents psychosociaux communautaires plus proches des personnes affectées ; et en engageant les communautés, particulièrement les leaders locaux et organisations à base communautaire, sur la préservation de leur santé mentale et la gestion collective des traumas, à travers les mécanismes de justice communautaire inclusifs et les projets à intérêts communautaires.</p>

Désarmement du cœur - Promouvoir la santé mentale et le bien-être psychosocial des jeunes pour construire un avenir pacifique en République centrafricaine PBF/IRF-467	\$ 1,500,000	DCA	11 Février 2022 9 Aout 2023	La prise en charge ciblera en priorité les femmes activistes, en appui à leurs initiatives locales de consolidation de la paix, les jeunes filles et garçons et les catégories les plus vulnérables, mais aussi les leaders locaux engagés dans les processus de réconciliation
Renforcer la prévention des conflits en augmentant l'engagement des jeunes dans les processus de médiation locaux dans la région de Bamingui-Bangoran en RCA PBF/IRF-468	\$ 800,000	SFCG	21 Février 2022 17 Aout 2023	Après avoir passé plus de trois décennies de conflits violents récurrents et de crises sociopolitiques, le projet vise à accroître la préparation et la confiance des jeunes pour qu'ils s'engagent davantage dans les processus de réconciliation au niveau local puis national. Le projet intervient dans les zones de Sibut et Kaga-Bandoro, auprès des jeunes hommes et jeunes femmes issus de différents groupes socio-culturels et religieux
Wali ti siriri - Renforcer la capacité des organisations de femmes à contribuer à la consolidation de la paix en RCA – GYPI 2022	\$ 2,000,000	DCA	2022 - 2024	Avec les élections de décembre 2020, des tensions sur fonds de clivage religieux et ethniques ont de nouveau éclaté en RCA et la création d'une nouvelle coalition rebelle a assombri les espoirs ancrés dans l'accord de paix de 2019. Le modèle de gouvernance du pays, caractérisé par une forte centralisation et un manque de possibilité pour la société civile et la population de participer aux processus de prise de décision, a favorisé un sentiment d'exclusion parmi de nombreux groupes et est l'une des causes sous-jacentes des cycles récurrents de crises qui ont secoué le pays au cours des dernières décennies. Le projet vise donc à promouvoir la participation inclusive, durable et significative des jeunes hommes et les femmes dans les espaces civiques et les efforts de consolidation de la paix liés aux questions foncières et environnementales liées à la transhumance dans le Bamingui-Bangoran.
Soutien et renforcement des réseaux des défenseuses des droits humains pour une contribution	\$ 2,000,000	UNDP / ONU Femmes / Avocat Sans Frontière	2022 - 2024	En cours d'élaboration

<p>durable à la consolidation de la paix en République Centrafricaine. GYPI 2022</p>					
<p>Projet d'appui aux femmes promotrices de la paix et de la cohésion sociale en RCA GYPI 2022</p>	\$1,250,000	<p>Institut Electoral pour une Démocratie durable en Afrique (EISA)</p>	2022 - 2024	En cours d'élaboration	
<p>Appui à la réintégration socio – communautaire des ex – combattants</p>	\$4,500,000	<p>PNUD / ONU Femmes / OIM</p>	2022 - 2024	En cours de négociations	
<p>Lutte Contre les Discours de Haine et l'Incitation à la Violence</p>	\$3,000,000	<p>UNHCR, OHCHR/OIM</p>	2022 - 2024	En cours de négociations	
<p>Appui à la Participation des Jeunes, Hommes et Femmes, Issus des Groupes armés pour la Promotion de Cohésion Sociale</p>	\$3,000,000	<p>FNUAP /OMS</p>	2022 - 2024	En cours de négociations	